

L'EXPRESS.fr L'EXPRESS

L'EXPRESS

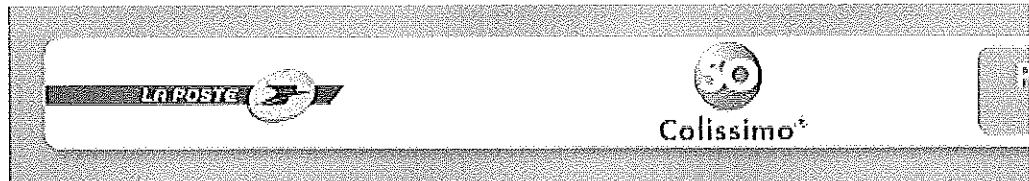
Rencontres Shopping

**L'EXPRESS**.fr

Devel

TOUS LES JOURS, TOUTE L'INFO

Lundi 28 juin 2010

[Actualité](#) | [Photos](#) | [Vidéos](#) | [Blogs](#) | [Palmarès](#) | [En Région](#) | [Immobilier](#) | [Emploi](#) | [Edu](#)
[A la Une](#) | [Monde](#) | [Politique](#) | [Société](#) | [Economie](#) | [Science et santé](#) | [Environnement](#) | [High-Tech](#) | [Culture](#) | [Sport](#)
**PARIS**

## Procès Messier: le jugement sera mis en délibéré au 19 novembre

Par AFP, publié le 24/06/2010 à 19:44

**PARIS - Le jugement dans le procès de l'ancien PDG de Vivendi Universal (VU), Jean-Marie Messier, jugé pour des malversations présumées à la tête du groupe, sera mis en délibéré au 19 novembre, a indiqué jeudi le président de la 11ème chambre du tribunal correctionnel de Paris.**



L'ancien PDG de Vivendi Universal, Jean-Marie Messier, le 23 juin 2010 à Paris

AFP/Miguel Medina

### Toutes les dépêches

Une députée UMP veut lutter contre les sites zoophiles

Sarkozy traverse les G8 et G20 de Toronto avec discrétion

Grève dans le métro madrilène contre le plan d'austérité

Affaire Woerth: "le gouvernement devrait s'en aller", estime le socialiste Cambadélis

République tchèque: Petr Necas (droite) désigné nouveau Premier ministre

Port du niqab au volant à Nantes: la justice tranchera le 13 décembre

Fillon va inaugurer une mosquée à Argenteuil

Les témoins sous X ne se sont pas présentés au procès de Villiers-le-Bel

Contrairement à l'habitude, le président Noël Miniconi a annoncé la date du jugement à la veille du dernier jour du procès et non à la clôture de l'audience, sans en préciser les raisons.

Cette annonce permet aux quatre co-prévenus de Jean-Marie Messier dont la défense a plaidé jeudi d'en terminer avec un procès qui a débuté le 2 juin.

Les avocats des trois autres prévenus, dont ceux de l'ancien PDG de Vivendi Universal, prononceront leurs plaidoiries vendredi, dernier jour des débats.

La première salve des avocats entendus jeudi a unanimement plaidé la relaxe, comme l'avait, la veille, requis le ministère public.

Leurs clients, trois anciens collaborateurs de M. Messier chez Vivendi et une cadre d'établissement financier, sont poursuivis pour abus de bien sociaux pour l'un d'entre eux et manipulation de cours pour les trois autres.

Le premier, Eric Licoys, ancien directeur général délégué de VU, auquel il est reproché d'avoir signé l'accord octroyant à Jean-Marie Messier un parachute doré au moment de sa démission, a vécu sa mise en cause comme "*un calvaire*" aux lourdes conséquences professionnelles, a souligné Me Jean-Bernard Thomas.

Même incompréhension pour les avocats de l'intermédiaire financier Philippe Guez, de Hubert Dupont Lhotelain, ancien responsable de la trésorerie de VU, et de François Blondet, ancien trésorier adjoint. Le délit de manipulation de cours ne tient pas, ont-ils plaidé en chœur.

"*S'il y a, en l'espèce, une manipulation, ce n'est pas celle des cours, mais celle de l'institution judiciaire face à un préjudice inexistant et celle des petits porteurs auxquels on a voulu faire croire qu'ils ont subi un préjudice*", a expliqué Me Jean René Farthouat, défenseur de Philippe Guez.

Pour Me Emmanuel Daoud, l'ancien trésorier François Blondet a été la victime innocente, "*le point de passage obligé*" des enquêteurs et des magistrats instructeurs dont "*la cible*" était Jean-Marie Messier, "*le symbole à abattre, celui de l'arrogance et des années fric*".

Les plaidoiries des avocats ont été cinglantes pour les représentants des petits porteurs, accusés de propos "*indignes*", de "*charlatanisme*", de "*démagogie*".

Il ont en revanche rendu un hommage appuyé au "*courage*" du parquet qui en demandant la relaxe, a résisté à la tentation de "*satisfaire l'opinion publique*", selon les mots de Me Roger Doumith.

Hollande: les questions posées à Woerth ne relèvent pas de l'"inquisition"

Kirghizstan: une nouvelle Constitution votée après les violences interethniques, l'opposition conteste

L'affaire Woerth "arrange" Mélenchon parce que le ministre "est affaibli"

Dix-huit morts dans une explosion à Hyderabad, au Pakistan

Iran: manifestation devant l'ambassade française après un rassemblement de l'opposition près de Paris

Prix du gaz: des associations familiales déplorent un pouvoir d'achat "en berne"

Burundi: réélection attendue du président et crainte de nouvelles violences

## NEWSLETTER

Recevez l'essentiel de l'actualité :

votre email

> **OK**

**Fils RSS**

**Widgets**

Partager l'info :       